



ATD
QUART MONDE



MADAME, MONSIEUR LA/LE CANDIDAT/E À LA MAIRIE,

Nous comptons sur vous pour une ville plus solidaire.

Nous voulons des logements sociaux réellement accessibles aux revenus les plus modestes (PLAI) ; augmentez leur part dans les programmes de construction à venir.

Nous voulons une école qui permette à tous les enfants de réussir ; définissez une carte scolaire qui permette une réelle mixité sociale.

Nous voulons une ville où tous les citoyens, y compris les plus démunis, puissent être entendus ; soutenez des espaces de dialogue et de formation citoyenne.

Nous voulons

.....

.....

.....

.....*inscrivez vos préoccupations.*

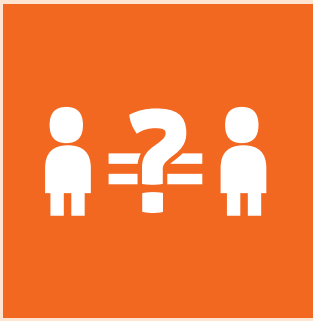
Nous nous engageons, à notre tour, à vous soutenir dans la mise en place de tous ces projets.

Signature :

TAMPON GROUPE LOCAL
Renvoyez-nous ce coupon, nous le ferons parvenir aux candidats

PRÉNOM		NOM	
ADRESSE			
CODE POSTAL		VILLE	
ADRESSE E-MAIL			ANNÉE DE NAISSANCE

Vous pouvez aussi signer cette pétition en ligne www.jeneveuxplus.org ou renvoyer ce coupon à ATD Quart Monde – Je ne veux plus – 12 rue pasteur – 95480 Pierrelaye



PÉTITION

Enfants interdits de cantine, médecins qui n'accordent pas de rendez-vous aux malades ayant la CMU, CV ignorés parce que le postulant vit dans un

centre d'hébergement... Tous les jours dans nos villes, des voisins en situation de pauvreté et de grande précarité subissent une double peine. Celle de leur condition économique mais aussi celle de la stigmatisation permanente qu'ils subissent. Stigmatisation qui conduit parfois à des traitements discriminants, privant ces personnes de

leurs droits. Ces discriminations sont souvent inconscientes et banalisées. C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui cette pétition afin que la discrimination pour cause de précarité sociale soit reconnue dans la loi, pour être mieux combattue au quotidien.

**Signez et diffusez cette pétition. Vous aussi, dites :
« Je ne veux plus qu'on discrimine des personnes en raison de leur pauvreté ! »**

Je ne veux plus voir d'enfants interdits de cantine parce que leurs parents sont chômeurs.

Je ne veux plus entendre un maire considérer que, de par la pauvreté de leurs habitants, les logements sociaux seraient dangereux.

Je ne veux plus qu'on décide d'expulser une famille d'un musée parce que son odeur incommoderait les autres visiteurs.

Je ne veux plus entendre un enfant traité de « cas soc' » dans la cour de récré parce que ses parents touchent les minima sociaux.

Je ne veux plus qu'on refuse la location d'un logement à une famille, qui a pourtant les moyens de payer le loyer, parce que leur condition sociale est trop visible.

Je ne veux plus qu'un homme vivant à la rue se voie refuser l'accès à un salon de coiffure.

Je ne veux plus que des jeunes n'obtiennent pas d'entretien d'embauche parce qu'ils viennent des banlieues.

Je ne veux plus que des médecins refusent de soigner des malades sous prétexte qu'ils ont la CMU.

Je ne veux plus qu'on traite différemment des personnes parce qu'elles portent les stigmates de la pauvreté, je ne veux plus qu'on leur refuse l'accès à leurs droits.

Je demande à notre gouvernement, à nos parlementaires de remédier rapidement à ces injustices.

Je leur demande de donner un signal fort d'une République où l'on ne peut plus être discriminé en raison de sa pauvreté. Je demande que les dispositions législatives appropriées soient prises pour que soit reconnue la discrimination pour condition sociale, signifiant ainsi à tous que les actes cités ci-dessus sont moralement inacceptables et illégaux.

Pétition initiée par ATD Quart Monde, ADMR, Advocacy France, AFEV, AGSAS, Amnesty International France, APEL, Apprentis d'Auteuil, ASSFAM, CCSC, CFDT, CGT, La Cimade, CNAPE, Collectif Pouvoir d'Agir, Droit des Enfants International, EMMAUS, Fédération des Centres sociaux, FCPE, Fédération Vacances et Famille, FNARS, France Terre d'Asile, FSU, GFEN, ICEM Freinet, JOC, Libégaf, LICRA, Ligue des droits de l'homme, Médecins du Monde, MRAP, Nouveaux Droits de l'Homme, Scouts et guides de France, Secours Catholique, SGEN-CFDT, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, SOS Racisme, UNAF, UNAFAM, UNAPP, UNIOPSS et l'UNSA-Education.